

Europe/Ex-URSS - Roumanie

Théorie du complot

Les services de renseignement bientôt chargés de dénoncer les journalistes « anti-roumains » ?

16 août 2012

[în limba română](#)

Reporters sans frontières et son organisation partenaire en Roumanie, [Active Watch-Media Monitoring Agency](#) (AW-MMA), dénoncent le climat d'intimidation qui se développe ces dernières semaines à l'encontre des journalistes exprimant un point de vue critique sur la crise politique actuelle et l'action du gouvernement.

« Nous sommes véritablement inquiets de la dérive dans laquelle s'enfonce une partie de la classe politique et de la presse. Il est inacceptable que des journalistes, roumains ou étrangers, deviennent les boucs émissaires des convulsions politiques du pays. Le retour d'une rhétorique haineuse et paranoïaque à l'encontre de nombreux représentants de la profession doit être pris extrêmement au sérieux par les partenaires européens de la Roumanie. Nous craignons que ce climat nauséabond n'entraîne un retour en arrière durable pour la liberté de l'information », a déclaré Reporters sans frontières.

« L'annonce du président intérimaire, Crin Antonescu, représente une sérieuse menace pour la liberté d'expression et un acte d'intimidation clair à l'égard des voix critiques de la coalition au pouvoir, a ajouté Active Watch. De tels discours, en contradiction totale avec les principes d'un Etat démocratique, ne font qu'exacerber les tensions déjà vives dans le pays. Désigner des boucs émissaires, pointer du doigt des 'ennemis du peuple' accusés de ternir l'image du pays et d'agir en 'conspirateurs' à la solde de l'étranger : ces pratiques rappellent tristement celles de toutes les dictatures, et en particulier celles du régime communiste en place en Roumanie jusqu'en 1989. »



Les deux organisations appellent l'ensemble de la classe politique à respecter le pluralisme et le rôle des médias dans une société démocratique.

Le 8 août 2012, le président intérimaire, Crin Antonescu, a annoncé son intention de faire appel aux services du renseignement extérieur pour « comprendre le mécanisme par lequel l'image du pays a été démolie en deux semaines, dans le cadre d'une action organisée, coordonnée et financée ». « Nous avons besoin de savoir qui a fait cela », a-t-il insisté. Cette déclaration intervient alors que plusieurs journalistes ont été pris à partie, ces dernières semaines, par des membres du gouvernement et une partie de la presse, qui les accusent d'entacher la réputation du pays à l'étranger.

Au début du mois de juillet, le sénateur de la majorité, Dan Sova, a publiquement accusé la journaliste de la radio publique **RRA Carmen Valica** d'être à l'origine des critiques de la Commissaire européenne à la justice, Viviane Reding, à l'encontre du gouvernement roumain. Selon le sénateur, la journaliste aurait influencé la Commissaire en lui posant une question sur l'arrestation imminente des juges de la Cour constitutionnelle roumaine. Carmen Valica a été entendue, le 10 juillet 2012, par le comité d'éthique de la radio publique, qui a réfuté cette affirmation et souligné qu'elle ne reposait sur aucun fondement. Dan Sova a, entre temps, été nommé ministre.

Quelques jours auparavant, le correspondant du quotidien espagnol *El País*, **Raúl Sánchez Costa**,

s'était vu accusé d'être un « agent d'influence » au service du président suspendu Traian Basescu (en conflit avec le gouvernement), sous prétexte qu'il avait bénéficié il y a six ans d'une bourse de formation de la part d'une structure proche de ce dernier, l'Institut culturel roumain (ICR). Cette campagne, lancée par l'eurodéputé Norica Nicolai (membre de la coalition au pouvoir), a été abondamment [relayée par le site d'information Cotidianul](#) et d'autres médias pro-gouvernementaux. Le journaliste espagnol s'était rendu célèbre pour une interview dérangeante du premier ministre, Victor Ponta.

Les accusations de ce type se sont multipliées dans une partie de la presse. Le correspondant du Monde **Mirel Bran**, mais aussi la journaliste freelance **Liliana Ciobanu**, collaborant notamment avec *The Economist* et *CNN*, ont été l'objet d'une violente [campagne de diffamation sur Cotidianul](#). Auteure de plusieurs articles critiques à l'égard du gouvernement, cette dernière a été qualifiée d'"agent anti-roumain" et suspectée de répondre aux ordres du président. Des attaques similaires ont visé de nombreux journalistes travaillant pour la presse étrangère, dont [Keno Verseck](#) (*Der Spiegel*, *Deutsche Welle*), [Karl-Peter Schwarz](#), [Vlad Odobescu](#) (*ARA*, *USA Today*), [Ruby Russell](#), [Laura Boromir](#) (*Der Standard*) et [Kim Lane Scheppele](#).

« La polarisation des médias roumains n'est pas nouvelle. Mais il est très préoccupant de voir le gouvernement souffler sur les braises, généraliser une théorie du complot et s'attaquer aussi violemment aux opinions critiques. Les accusations lancées contre les journalistes relèvent d'une véritable stratégie politique ; la même qui a conduit la coalition au pouvoir à lancer des poursuites pénales contre des personnalités de l'opposition, pour 'dissémination de fausses informations mettant en péril la sécurité nationale' », ont observé les deux organisations.

Le conflit entre le président de la République, Traian Basescu, et la coalition gouvernementale emmenée par le PSD et le PNL, plonge depuis juillet 2012 la Roumanie dans une profonde crise politique. Les initiatives du gouvernement pour l'emporter face à son adversaires ont suscité l'inquiétude de l'Union européenne quant au respect de la Constitution et des institutions indépendantes. Le parlement a voté la destitution du chef de l'Etat et l'a fait approuver par un référendum le 29 juillet 2012. Mais le taux de participation n'ayant pas atteint les 50% requis, la Cour constitutionnelle doit encore se prononcer sur la validité du scrutin. Crin Antonescu, de la majorité gouvernementale, remplace temporairement Traian Basescu au poste de président de la République, jusqu'à ce que ce dernier soit fixé sur son sort.

L'attitude de la classe politique vis-à-vis des médias constitue [un motif d'inquiétude récurrent en Roumanie](#), classée 47e sur 179 pays dans la dernière édition du [classement mondial de la liberté de la presse](#) établi par Reporters sans frontières. En 2010, la nouvelle stratégie adoptée par le président Traian Basescu et le Conseil supérieur de la Défense [identifiait la presse comme l'une des « vulnérabilités de la sécurité nationale »](#).

Photo : Crin Antonescu (Crédit : AFP / Andrei Pungovschi)

En visitant notre site Internet, vous pourrez télécharger ces documents :

- , (JPEG - 101.3 ko)
-